

# PEU M'EN CHAUT? LE PARADOXE DE L'OPINION PUBLIQUE ET DE LA POLITIQUE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU CANADA : VERS UN NOUVEAU PROGRAMME DE RECHERCHE

Décembre 2015

# AUTEURS

**Université de Montréal**    **Institut de l'énergie Trottier**

Erick Lachapelle, Ph.D.    Louis Beaumier, M.Sc.A.

Richard Nadeau, Ph.D.    Miguel F. Anjos, Ph.D., FCAE

Simon Guertin-Armstrong, M.A.

Pierre Martin, Ph.D.

## TABLE DES MATIÈRES

Résumé . . . . .	3
Introduction . . . . .	4
1 Bien que la plupart des Canadiens soient conscients des changements climatiques, seule une faible proportion d'entre eux attribue principalement la responsabilité de ce réchauffement à l'activité humaine . . . . .	5
2 La plupart des Canadiens sont conscients qu'il y a des changements climatiques, mais peu croient être personnellement en danger . . . . .	8
3 Malgré le caractère urgent du problème, on n'accorde présentement pas suffisamment d'importance à la question des changements climatiques au Canada . . . . .	10
4 Même si quelques provinces ont pris des mesures, les Canadiens demeurent mal informés sur les politiques climatiques . . . . .	11
5 Les Canadiens ne sont généralement pas disposés à payer des sommes importantes pour soutenir l'augmentation de la production d'énergie décarbonée, bien que cette disposition s'accroisse avec le niveau d'adhésion au consensus scientifique sur les changements climatiques. . . . .	14
Conclusion . . . . .	16
Méthode. . . . .	17
Bibliographie. . . . .	18



La mission de l'Institut de l'énergie Trottier (IET) consiste à diffuser les connaissances concernant les innovations de pointe au niveau international, à générer des connaissances et à innover afin d'aider à répondre aux besoins énergétiques des générations à venir et hausser le niveau des débats sociaux sur les questions énergétiques.

Les auteurs tiennent à remercier Louise Millette (Polytechnique Montréal), Jean-François Desgroseilliers (Polytechnique Montréal) et Jean-Patrick Toussaint (Fondation David Suzuki) pour leurs précieux commentaires sur une version préliminaire.

Nous remercions également l'Institut de l'énergie Trottier (Polytechnique Montréal) et la Chaire d'études politiques et économiques américaines (Centre d'études et de recherches internationales, Université de Montréal) pour leur soutien financier.

ISBN pdf : 978-2-924597-04-0 // ISBN imprimé : 978-2-924597-03-3

Traduit par Sabine Monnin, Traducteurs associés (traducteurs@videotron.ca)

# RÉSUMÉ

À partir des données originales du sondage, ce rapport jette un nouvel éclairage sur la complexité des attitudes de la population canadienne en matière de changements climatiques. Si une grande majorité de Canadiens voient des preuves du réchauffement climatique, ils sont beaucoup moins nombreux à croire que les humains sont les principaux responsables de la hausse observée de la température. En outre, bien qu'une majorité de personnes pensent que les changements climatiques affecteront les Canadiens à un moment donné au cours de la prochaine décennie, peu d'entre elles se croient personnellement en danger. En fait, très peu de Canadiens sont bien informés en ce qui concerne les changements climatiques et la plupart n'ont même pas une compréhension générale des politiques climatiques. Les Canadiens ne sont pas disposés à payer des sommes importantes pour produire une plus grande quantité d'énergies renouvelables. Ces résultats aident à expliquer la raison pour laquelle les gouvernements canadiens – en particulier au niveau fédéral – ont montré relativement peu d'intérêt pour la mise en œuvre d'une politique ambitieuse en matière de changements climatiques. Ils suggèrent également que si le gouvernement Trudeau veut changer les choses, il devra expliquer clairement à la population canadienne les avantages que sa politique climatique lui apportera. Des recherches supplémentaires seront nécessaires pour déterminer les stratégies susceptibles d'être les plus efficaces pour parler des changements climatiques aux différents segments de la population canadienne. Cela comprend la recherche et la diffusion d'informations sur les risques pour les Canadiens et les politiques qui permettront au Canada de passer à une économie décarbonée. Un tel changement, s'il doit avoir lieu, permettra une analyse plus approfondie de la relation complexe qui existe entre les politiques climatiques et les perceptions de la population canadienne en matière de changements climatiques.

## Principaux résultats

---

- 1 Bien que la plupart des Canadiens soient conscients des changements climatiques, seule une faible proportion d'entre eux attribue principalement la responsabilité de ce réchauffement à l'activité humaine.
  - 2 La plupart des Canadiens sont conscients qu'il y a des changements climatiques, mais peu croient être personnellement en danger.
  - 3 Malgré le caractère urgent du problème, on n'accorde présentement pas suffisamment d'importance à la question des changements climatiques au Canada.
  - 4 Même si quelques provinces ont pris des mesures, les Canadiens demeurent mal informés sur les politiques climatiques.
  - 5 Les Canadiens ne sont généralement pas disposés à payer des sommes importantes pour soutenir l'augmentation de la production d'énergie décarbonée, bien que cette disposition s'accroisse avec le niveau d'adhésion au consensus scientifique sur les changements climatiques.
-

# INTRODUCTION

La presse populaire suggère qu'il existe au Canada un consensus sur la question des changements climatiques (CBC News 2015a; CBC News 2015b). À ce sujet, l'opinion publique est en avance sur les décideurs qui, depuis des décennies, n'ont pas réussi à mettre en œuvre une politique ambitieuse au niveau fédéral en matière de changements climatiques. Ce point de vue populaire repose assurément sur certains fondements. Des sondages montrent régulièrement qu'une majorité forte et stable de la population canadienne pense que la température mondiale moyenne sur Terre est à la hausse (Martel-Morin et al. 2015; Lachapelle et al. 2014), croit que les données scientifiques sur les changements climatiques sont exactes (Environics 2015) et soutient les politiques climatiques plus rigoureuses, dont les taxes sur le carbone (Angus Reid Institute 2014; 2015; Anderson et Coletto 2014; Rudny 2015). Cependant, le bilan du Canada en ce qui concerne les politiques climatiques après la ratification du Protocole de Kyoto, en 2002, est lamentable (Bureau du vérificateur général du Canada 2012; 2014). Cette affirmation générale s'applique aux gouvernements libéraux et conservateurs qui ont largement échoué à mettre en œuvre des politiques climatiques efficaces pour soutenir les ambitieux engagements de réduction des gaz à effet de serre (GES) conclus par les gouvernements canadiens successifs au niveau international. Bien que certains s'attendent à voir changer la politique climatique canadienne avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement libéral en 2015, la motivation réelle du gouvernement Trudeau à agir sur les changements climatiques reste à démontrer. En effet, les changements climatiques ont à peine constitué un enjeu de la campagne électorale de 2015, alors que les questions concernant l'économie, le port du niqab et les valeurs canadiennes ont fait la une des médias. Si la politique climatique canadienne doit subir des changements à court terme, ceux-ci ne seront probablement pas le résultat d'une pression accrue de la population en ce sens. Cette situation soulève de grandes questions concernant l'importance actuellement accordée au problème des changements climatiques au Canada et jette un nouvel éclairage sur la relation qui existe entre l'opinion publique et la politique climatique, laquelle paraît maintenant plus complexe qu'on ne pouvait le penser à prime abord.

L'objectif de ce rapport consiste à faire le point sur l'opinion publique canadienne en ce qui concerne les changements climatiques à l'automne 2015, alors que les dirigeants du gouvernement se préparent pour les négociations sur le climat qui auront lieu à Paris à l'occasion de la COP21.

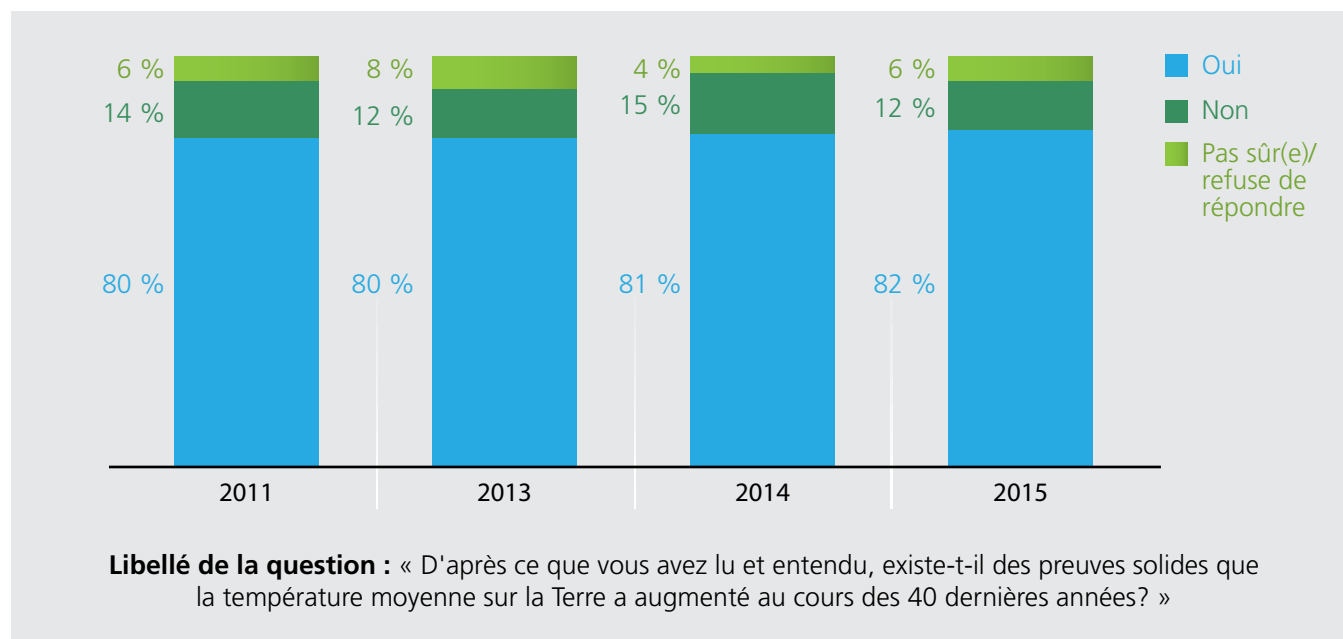
Il s'agit d'un moment critique de la politique mondiale en matière de changements climatiques qui influencera probablement les décisions politiques prises à l'avenir au Canada et dans le monde. En analysant les données de la dernière édition de l'*Enquête canadienne sur l'énergie et l'environnement* (ECEE, anciennement l'*Enquête nationale sur l'opinion publique sur les changements climatiques*), ce rapport identifie les points d'accord et, plus important peut-être encore, les points de désaccord dans les attitudes des Canadiens à l'égard de cette question cruciale.

Concrètement, nous avons identifié cinq raisons principales pour lesquelles les politiciens ne semblent pas sentir de pression de la population en ce qui concerne les changements climatiques. Ces raisons sont les suivantes : 1) une certaine confusion à l'égard des principes clés du consensus scientifique sur les changements climatiques; 2) un sentiment d'invulnérabilité face aux risques des changements climatiques; 3) le petit nombre de Canadiens mobilisés sur cette question; 4) une ambiguïté entourant les politiques climatiques clés; et 5) une volonté limitée de payer pour des formes d'énergie à moindre intensité carbonique.

Après avoir examiné chacun de ces principaux résultats, nous avons identifié les implications qui en découlent pour les décideurs. Plus précisément, nous suggérons que, comme la population est relativement peu engagée, les décideurs souhaitant mettre en œuvre des politiques climatiques ambitieuses devront contribuer activement à la diffusion des différents avantages qu'il y a à passer à une économie plus décarbonée. Il est donc nécessaire d'effectuer d'autres recherches pour mieux comprendre les différents segments de la population canadienne et déterminer les messages qui sont les plus susceptibles de rejoindre leurs valeurs. En allant de l'avant, les changements affectant les marchés et la structure économique créeront à la fois des défis et des opportunités pour la conception, la mise en œuvre et la résilience de la politique climatique canadienne. Cela fournira d'autres occasions d'effectuer des recherches sur l'interaction qui existe entre l'opinion publique, l'environnement extérieur et les changements politiques.

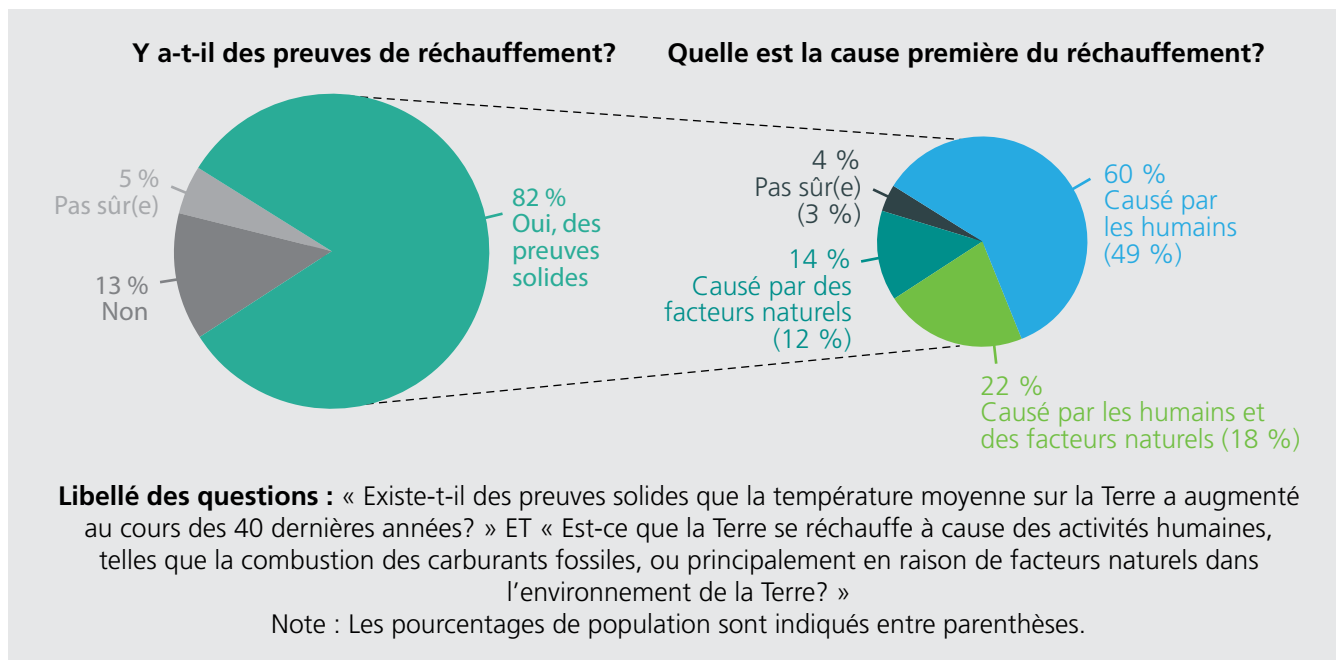
## BIEN QUE LA PLUPART DES CANADIENS SOIENT CONSCIENTS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, SEULE UNE FAIBLE PROPORTION D'ENTRE EUX ATTRIBUE PRINCIPALEMENT LA RESPONSABILITÉ DE CE RÉCHAUFFEMENT À L'ACTIVITÉ HUMAINE

Le consensus scientifique sur les changements climatiques, au sein duquel une écrasante majorité de scientifiques spécialistes du climat s'accordent pour dire que la tendance au réchauffement climatique observée au cours des dernières décennies est très probablement due aux activités humaines, a été largement publicisé (Anderegg et al. 2010; Cook et al. 2013). En fait, les meilleures recherches scientifiques disponibles indiquent clairement que les températures moyennes mondiales à la surface de la Terre ont augmenté depuis la moitié du XX<sup>e</sup> siècle (IPCC 2014). Les opinions qui ont cours au Canada concordent en partie avec ce point de vue scientifique, notamment sur la question de savoir si les Canadiens voient des « preuves solides » de la hausse des températures mondiales. Cette question particulière cherche à établir dans quelle mesure les perceptions d'un individu concordent avec un élément du consensus scientifique grandissant sur les changements climatiques, à savoir si oui ou non la température moyenne à la surface de la terre est effectivement en hausse. Les résultats sont présentés dans la figure 1.



**Figure 1 :** Perception d'une tendance au réchauffement

Comme le montre la figure 1, une forte majorité des Canadiens sont conscients que la température moyenne sur Terre a augmenté au cours des 40 dernières années. À l'automne 2015, par exemple, 4 Canadiens sur 5 affirmaient voir des preuves solides du réchauffement climatique. En revanche, la proportion de ceux qui n'observent pas de preuve d'une tendance au réchauffement est comparativement plus faible (environ 1 sur 10). Fait remarquable, ces perceptions sont restées constantes depuis 2011, une stabilité qui contraste fortement avec la dynamique observée dans d'autres parties du monde, notamment aux États-Unis, où les opinions ont beaucoup plus évolué au fil du temps (Borick et al. 2015; Lachapelle et al. 2015).



**Figure 2 :** Adhésion au consensus scientifique sur les changements climatiques

Bien que ces résultats soient importants, ce serait une erreur de déduire de ceux-ci seulement qu'il existe un consensus sur les changements climatiques dans l'opinion publique au Canada. En effet, la perception de la tendance au réchauffement ne correspond qu'à une seule dimension du consensus scientifique sur les changements climatiques. Alors que 4 Canadiens sur 5 affirment voir des preuves solides d'un réchauffement de la planète, considérer celui-ci comme une conséquence de l'activité humaine ne va pas de soi. Ceci est illustré dans la figure 2 qui présente la répartition des répondants par rapport aux deux dimensions du consensus scientifique qui prévaut sur les changements climatiques, à savoir si ceux-ci sont réels et si les humains en sont la cause. Le diagramme circulaire de gauche résume les réponses données à la question portant sur l'existence de preuves solides d'un réchauffement climatique. Le diagramme circulaire de droite répartit les répondants qui ont répondu « Oui, il y a des preuves solides » auxquels on a ensuite demandé quel était le facteur principal causant ce réchauffement. Étant donné que seuls ceux qui avaient répondu « Oui » à la première question étaient ensuite interrogés sur les causes du réchauffement qu'ils percevaient, nous fournissons la répartition des réponses données à la question relative à la cause exprimées en pourcentage de personnes qui croient aux changements climatiques (en dehors des parenthèses) et celles exprimées en pourcentage de la population totale (entre parenthèses). Ainsi, par exemple, des 82 % qui ont répondu oui, il y a des preuves solides d'une tendance au réchauffement climatique, 60 % attribuent ce réchauffement principalement à l'activité humaine, ce qui correspond à 49 % de l'ensemble de l'échantillon.

Environ 22 % des personnes qui croient à la réalité du réchauffement climatique ont répondu spontanément « des facteurs à la fois humains et naturels », ce qui porte le pourcentage de Canadiens qui attribuent au moins une partie du réchauffement climatique à l'activité humaine à 67 %. Cependant, cette attitude ne reflète pas de fortes convictions en ce qui concerne le rôle principal de l'humanité. Ainsi, alors que la moitié de la population canadienne adhère au consensus scientifique sur les changements climatiques, l'autre moitié se caractérise par une forme ou une autre de scepticisme au sujet des changements climatiques. Cette nuance est importante, car il est difficile d'imaginer que l'on puisse être disposé à accepter une politique d'atténuation coûteuse, qui implique certains changements de comportement, si on ne considère pas l'activité humaine comme étant la source principale du problème ou si on nie totalement le phénomène du réchauffement.

Étant donné qu'il est important qu'un individu reconnaisse le rôle joué par les humains dans la hausse des températures mondiales pour accepter de changer son comportement, les décideurs doivent comprendre les facteurs qui aident les Canadiens à adhérer au consensus scientifique sur les changements climatiques. À cette fin, nous avons étudié la relation qui existe entre le point de vue des individus sur les changements climatiques (s'ils sont réels et causés par l'activité humaine) et le degré de confiance qu'ils ont dans les scientifiques comme source d'information sur cette question (tableau 1). Logiquement, nous devrions nous attendre à ce que plus les individus font confiance aux scientifiques comme source d'information, plus il est probable qu'ils adhèrent au consensus scientifique qui prévaut selon lequel les changements climatiques sont d'origine anthropique.

**Tableau 1 : Adhésion au consensus sur les changements climatiques selon le degré de confiance dans les scientifiques**

	<b>Une grande méfiance</b> (4 %)	<b>Une certaine méfiance</b> (10 %)	<b>Une certaine confiance</b> (47 %)	<b>Une grande confiance</b> (38 %)	<b>Total par ligne</b>
Aucune preuve/pas principalement causés par l'homme	78 %	82 %	57 %	31 %	50 %
Oui, il y a des preuves et ils sont principalement causés par l'homme	22 %	18 %	43 %	69 %	50 %

**Libellé de la question :** « Dans quelle mesure faites-vous ou non confiance aux scientifiques comme source d'information sur les changements climatiques? »  
Note :  $\chi^2 = 116.43$ ;  $df = 980$ ;  $p = 0.0000$

Le tableau 1 étudie la relation qui existe entre le degré de confiance dans les scientifiques et le point de vue sur le réchauffement climatique par l'entremise d'une répartition de fréquence à deux variables. Pour simplifier les choses, les 24 cas où les répondants n'étaient pas sûrs de leur réponse n'ont pas été pris en compte dans cette analyse. Ces répondants qui n'étaient pas certains que la planète se réchauffait, ou indécis quant à la cause principale de ce réchauffement, sont inclus dans la catégorie « Aucune preuve/pas principalement causés par l'homme ». Comme le montre le tableau 1, il semble y avoir une relation entre le point de vue sur l'origine anthropique des changements climatiques et le degré de confiance dans les scientifiques. En fait, plus une personne fait confiance aux scientifiques comme source crédible d'informations sur les changements climatiques, plus il est probable qu'elle adhère au consensus scientifique sur les changements climatiques. Inversement, plus une personne se méfie des scientifiques comme source d'information, moins il est probable que son point de vue concorde avec le consensus scientifique qui prévaut sur l'origine anthropique des changements climatiques. Le fait de faire confiance aux scientifiques comme source d'information sur les changements climatiques n'implique pas nécessairement que les Canadiens sont au courant des données scientifiques. En fait, certains Canadiens qui déclarent qu'ils ont une grande ou une certaine confiance dans les scientifiques ont néanmoins des points de vue qui ne concordent pas avec la vision scientifique qui prévaut. Pour ces segments non négligeables de la population canadienne, la communication des données scientifiques peut jouer un rôle important et permettre éventuellement de faire évoluer les opinions vers une plus grande acceptation du consensus scientifique.

## LA PLUPART DES CANADIENS SONT CONSCIENTS QU'IL Y A DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, MAIS PEU CROIENT ÊTRE PERSONNELLEMENT EN DANGER

La climatologie suggère que les émissions mondiales devront plafonner au cours des prochaines décennies avant de diminuer fortement si le monde veut éviter le « dangereux » changement du climat terrestre (Smith et al. 2009; GIEC 2014). Selon la définition donnée par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, un changement climatique dangereux consisterait en un changement qui surpasserait la capacité d'adaptation des écosystèmes, qui menacerait la production alimentaire et/ou entraverait le développement économique (ONU 1992). Les grands organismes internationaux ont également commencé à faire un lien entre la hausse des températures et les événements météorologiques plus extrêmes (OMM 2015). Il semblerait que ces messages ont un effet (tableau 2).

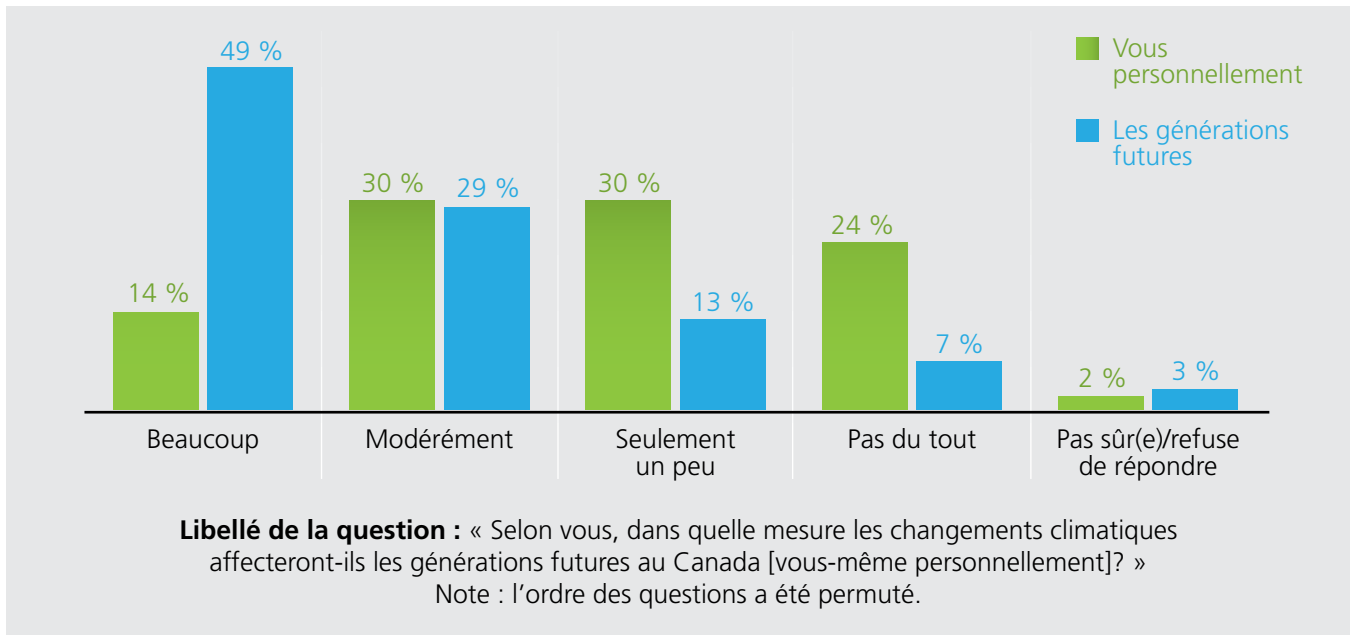
**Tableau 2 :** Perception du danger et moment où le Canada sera affecté

	Déjà (45 %)	Dans 10 ans (14 %)	Dans 25 ans (15 %)	Dans 50 ans (11 %)	Dans 100 ans (9 %)	Jamais (7 %)	Total par ligne
Beaucoup	24 %	17 %	7 %	3 %	6 %	<1 %	14 %
Modérément	40 %	46 %	25 %	21 %	8 %	7 %	31 %
Juste un peu	30 %	29 %	47 %	37 %	26 %	8 %	31 %
Pas du tout	7 %	8 %	21 %	38 %	61 %	85 %	24 %

**Libellé des questions :** « Dans quelle mesure pensez-vous que les changements climatiques vont vous affecter personnellement? » et « Quand pensez-vous que les changements climatiques vont commencer à affecter les personnes vivant au Canada? »  
 Note :  $\chi^2 = 367.18$ ;  $df = 946$ ;  $p = 0.0000$

Le tableau 2 présente une distribution de fréquence à deux variables, la première concernant les dangers pour la personne elle-même et la deuxième la perception du moment où le Canada pourrait être affecté par les changements climatiques. Afin de faciliter l'interprétation, les 24 cas de réponses « pas sûr(e) » concernant la variable du danger pour la personne ainsi que les 41 cas de réponses « pas sûr(e) » relatifs à la variable temporelle n'ont pas été pris en compte dans la présente analyse. Les cas restants montrent qu'un nombre important de Canadiens (45 %) trouvent que les changements climatiques affectent déjà la population du pays et que 59 % pensent que les changements climatiques vont commencer à affecter les Canadiens dans moins de 10 ans. Très peu de Canadiens (7 %) pensent que les changements climatiques n'affecteront jamais la population du Canada. Cependant, les résultats montrent également que très peu de Canadiens (14 %) se croient eux-mêmes très menacés par les changements climatiques. La plupart (55 %) estiment que les changements climatiques ne présentent pas ou très peu de danger pour eux personnellement. Il existe assurément une relation entre la perception d'une menace et le moment où l'on pense que les changements climatiques surviendront. Plus une personne pense que les impacts négatifs des changements climatiques se feront sentir loin dans l'avenir, moins elle se sent personnellement menacée. À l'inverse, plus la personne pense que les impacts négatifs vont survenir dans un avenir rapproché, plus elle a le sentiment de courir le danger d'en être personnellement affectée. Cependant, parmi ceux qui estiment que les changements climatiques affectent déjà les Canadiens, la plupart (70 %) pensent qu'ils ne sont que peu ou modérément touchés. Il semble donc y avoir une incohérence : malgré la perception que les changements climatiques affecteront la population canadienne, peu d'individus se sentent personnellement menacés.



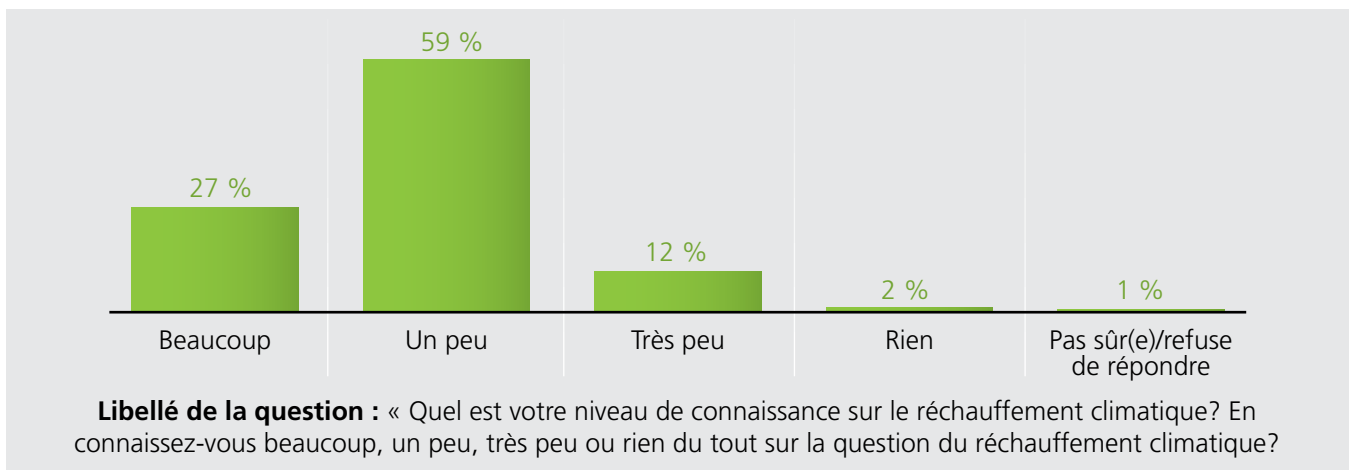


**Figure 3 :** Perception du danger des changements climatiques au Canada

Si les Canadiens ne se considèrent pas eux-mêmes personnellement menacés par les changements climatiques, qui alors est susceptible d'en subir les préjudices? La plupart des Canadiens évaluent leur vulnérabilité dans un spectre limité qui va de peu de dommages (3 sur 10 répondants) à des dommages modérés (également 3 sur 10 répondants). Presque le quart d'entre eux pensent que les changements climatiques ne constituent aucunement une menace pour eux personnellement. En revanche, la perception du danger qui menace les futures générations est nettement plus grande. Par exemple, bien que peu de Canadiens se considèrent eux-mêmes très vulnérables dans un monde qui subit le réchauffement climatique, presque la majorité estime que les futures générations courent de grands risques. Moins de 10 % affirment que les futures générations ne courent aucun risque. En d'autres termes, le problème des changements climatiques est généralement davantage perçu comme un problème collectif et social qu'individuel, un problème dont les conséquences les plus graves affecteront les générations à venir. Mieux informer les Canadiens sur les dangers réels et concrets des changements climatiques semble être un élément important pour stimuler l'intérêt public.

## MALGRÉ LE CARACTÈRE URGENT DU PROBLÈME, ON N'ACCORDE PRÉSENTEMENT PAS SUFFISAMMENT D'IMPORTANCE À LA QUESTION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU CANADA.

Le climat est un système complexe et, pour les citoyens ordinaires, la tendance au réchauffement sur le long terme démontrée au niveau scientifique n'est pas facilement corroborée par l'expérience personnelle. Cela les oblige à acquérir et évaluer différents types d'informations sur le sujet (Swim et al. 2011). La connaissance du problème du réchauffement climatique joue un rôle important – du moins en partie – dans la formation des attitudes. Cependant, tous les individus n'ont pas le même degré de motivation pour investir du temps et des ressources en vue d'acquérir cette information. John Krosnick utilise l'expression « public intéressé par la question » pour décrire le segment de la population qui montre le plus d'intérêt pour une question politique particulière (Krosnick 1990; 1995). Bien que ce concept puisse être mesuré de différentes manières, par exemple en se questionnant sur l'importance de la question, le niveau de connaissance d'un sujet peut aussi servir d'indicateur permettant de déterminer quels membres de la population sont les plus intéressés par ledit sujet. En effet, déterminer dans quelle mesure un individu est prêt à consacrer du temps pour bien s'informer sur une question particulière donne une indication précieuse concernant l'importance que cette question revêt à ses yeux.



**Figure 4 :** Attention accordée à la question des changements climatiques au Canada

Lorsqu'on leur demande d'évaluer leurs connaissances au sujet des changements climatiques, à peine un Canadien sur quatre répond qu'il en sait « beaucoup » (figure 3). Le faible niveau d'importance accordé à cette question à l'automne 2015 concorde avec le fait que les changements climatiques ont été à peine mentionnés dans la campagne électorale fédérale de 2015. Dans le cadre de recherches antérieures (2014), nous avons étudié le niveau de connaissance des changements climatiques à l'aide de mesures objectives de la connaissance factuelle des changements climatiques. Les résultats obtenus se sont révélés être en corrélation directe avec ceux de l'échelle d'autoévaluation. Ceux-ci suggèrent également que la plupart des Canadiens savent peu de choses sur les bases mêmes de la climatologie. Par exemple, sur les 1 401 personnes sondées par la CSEE en 2014, seul un tiers des répondants a répondu correctement à une question demandant si les climatologues pensaient que le dioxyde de carbone était responsable du trou dans la couche d'ozone. La même proportion a répondu correctement à une question demandant si le méthane est un gaz à effet de serre plus puissant que le dioxyde de carbone. Tout cela suggère que, dans leur « bassin limité de préoccupations » (Weber 2006), peu de Canadiens se soucient suffisamment du réchauffement climatique pour se renseigner à son sujet. Nous trouvons donc peu de preuves indiquant que, présentement, la population canadienne est suffisamment informée et largement mobilisée sur la question des changements climatiques.

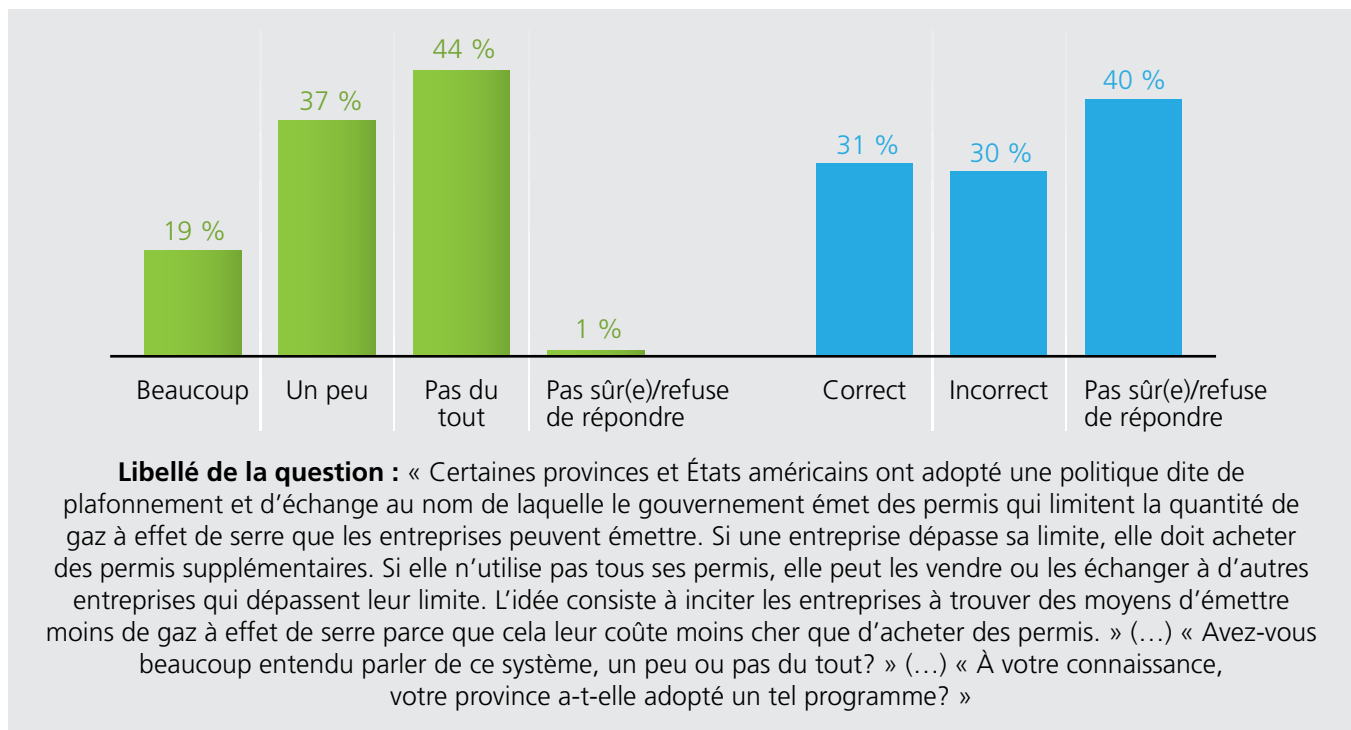
## MÊME SI QUELQUES PROVINCES ONT PRIS DES MESURES, LES CANADIENS DEMEURENT MAL INFORMÉS SUR LES POLITIQUES CLIMATIQUES

Ce manque d'intérêt du public a également d'importantes conséquences sur la connaissance des politiques climatiques. En fait, nous constatons que les Canadiens sont généralement mal informés sur les instruments politiques clés qui offrent le plus d'espoir de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Par exemple, il existe maintenant un consensus virtuel parmi de nombreux experts en politique, y compris des économistes de diverses allégeances politiques et des organismes internationaux tels que la Banque mondiale et l'OCDE, que l'un des piliers de la politique climatique consiste à établir un prix à la pollution au carbone (Lachapelle 2011). Bien que divers instruments puissent être utilisés à cette fin, les politiciens ont eu tendance à se montrer réticents à l'idée d'imposer des taxes plus visibles sur le carbone, compte tenu de l'opinion traditionnelle qui veut que peu d'électeurs apprécient l'imposition de nouvelles taxes (Rabe et Borick 2012). Pour cette raison, les systèmes de plafonnement et d'échange, qui fixent également un prix au carbone, sont considérés comme présentant plusieurs avantages politiques particuliers par rapport aux taxes sur le carbone (Paterson 2012) et se sont répandus à travers le monde (Kossoy et al. 2015). Notamment, ces politiques ont été mises de l'avant dans les calendriers politiques américains et chinois en 2015. Au Canada, les gouvernements du Québec, de l'Ontario, du Manitoba et de la Colombie-Britannique ont été à un moment donné membres à part entière de la Western Climate Initiative (WCI). Celle-ci est un partenariat volontaire entre plusieurs provinces et États américains visant l'établissement d'un système régional de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES, ceci afin de coordonner la réduction des émissions entre les administrations. Cependant, depuis sa création en 2007, la plupart des membres originaux ont annulé leur engagement; ainsi, il ne reste plus que les administrations du Québec, de la Californie et plus récemment de l'Ontario qui ont explicitement adopté (Ontario en 2015) et dans certains cas lié (Québec et Californie en 2012) leurs programmes de plafonnement et d'échange.

Afin de déterminer dans quelle mesure les Canadiens sont au courant de cette politique, nous leur avons rapidement décrit celle-ci (voir le libellé de la question en dessous de la figure). Nous avons ensuite demandé aux personnes interrogées si elles avaient beaucoup entendu parler de ce système, un peu ou pas du tout. Tel que le montrent les barres bleues de la figure 5 (partie de gauche), une grande partie des Canadiens (près de la moitié) déclarent n'avoir pas du tout entendu parler d'un système de plafonnement et d'échange. Bien qu'environ le tiers des Canadiens affirment qu'ils ont quelques connaissances sur le sujet, très peu (environ 1 sur 5) disent qu'ils ont « beaucoup » entendu parler de cette politique.

Ce faible niveau de connaissance déclaré par les répondants en ce qui concerne le système de plafonnement et d'échange a été ensuite vérifié à l'aide d'une question demandant aux Canadiens d'indiquer si leur province avait adopté un tel programme. Les réponses ont été codées de manière à ce que les répondants du Québec et de l'Ontario qui répondaient « Oui », et les répondants des autres provinces qui répondaient « Non » à la question « (...) votre province a-t-elle adopté un tel programme? » soient codées comme étant correctes. Toutes les autres réponses ont été codées comme étant incorrectes, à l'exception des personnes qui mentionnaient explicitement qu'elles n'étaient pas sûres ou ont refusé de répondre. Les réponses à ce test sont représentées par les barres rouges de la figure 5 (partie de droite) et prouvent encore une fois que la politique de plafonnement et d'échange n'est pas bien connue des Canadiens. Environ 7 répondants sur 10 ont répondu de façon incorrecte (affirmant par exemple que leur gouvernement provincial n'avait pas de politique de plafonnement et d'échange quand, en fait, il en a une) ou ont choisi de ne pas répondre. En fait, un nombre important (environ 2 répondants sur 5) entre dans cette dernière catégorie de personnes « explicitement pas sûres ». Nous avons ensuite constitué un tableau jumelant les réponses correctes, incorrectes et pas sûres concernant la connaissance de la politique avec les données relatives au niveau de connaissance des changements climatiques déclaré par les répondants (non représenté). Les résultats suggèrent qu'il existe une certaine confusion même parmi ceux qui pensent en savoir « beaucoup » sur le sujet. Par exemple, ceux qui déclarent en savoir « beaucoup » sont plus susceptibles (41 %) de répondre correctement que ceux qui disent en savoir « un peu » (28 %) ou très peu (19 %) sur la question des changements climatiques. Cependant, ceux qui déclarent ne « rien » savoir sur le sujet sont tout aussi susceptibles (40 %) de répondre correctement à la question leur demandant si leur province a adopté un système de

plafonnement et d'échange. En outre, parmi ceux qui disent en savoir « beaucoup », un grand nombre répondent de façon incorrecte (29 %) ou se déclarent « pas sûrs » (30 %). Nous avons trouvé les mêmes résultats lorsque nous avons constitué un tableau jumelant la question relative à la connaissance du système de plafonnement et d'échange avec les données indiquant dans quelle mesure une personne avait entendu parler de ce système. Dans l'ensemble, cela suggère qu'il subsiste passablement de confusion dans la population en ce qui concerne cette politique. En fait, l'observation de la partie droite de la figure 5 révèle une répartition intéressante, soit un partage égal entre les réponses correctes et incorrectes. Cela suggère que certains répondants, tout en n'étant pas sûrs, ont donné au hasard une réponse qui s'est avérée correcte (Converse 1964; 1970). En d'autres termes, la minorité de Canadiens qui ont correctement identifié si leur province avait adopté ou non un système de plafonnement et d'échange peut représenter un estimé généreux du degré de connaissance des Canadiens en ce qui concerne cette politique. De toute évidence cette politique, que les experts considèrent comme un pilier central des mesures prises par le gouvernement pour répondre aux changements climatiques, n'est pas bien comprise par la population.



**Figure 5 :** Connaissance du système de plafonnement et d'échange

Il est vrai que le système de plafonnement et d'échange est une politique complexe qui n'est pas souvent abordée par les médias, même au Québec où un tel système est en vigueur depuis 2012. Certains peuvent voir cela comme un avantage potentiel, comme une forme de tarification secrète du carbone. Selon ce point de vue, l'opacité relative entourant le système de plafonnement et d'échange peut contribuer à son acceptabilité politique, étant donné que ce qui est moins visible est aussi susceptible d'être moins controversé. Une autre interprétation est cependant également possible. La recherche sur le cadrage des enjeux en contexte concurrentiel révèle qu'il est possible pour certains groupes de tirer un avantage de ce cadrage par rapport aux autres (Chong et Druckman 2006). Dans un environnement peu informé, par exemple, les cadres qui présentent les politiques de tarification du carbone de manière négative et qui trouvent un important écho dans le public peuvent rapidement devenir un cadre de référence. De ce point de vue, le faible niveau d'information sur le système de plafonnement et d'échange pourrait rendre cette politique plus vulnérable aux stratégies de communication de ses opposants. Nous avons étudié la répartition du niveau d'appui au système de plafonnement et d'échange en fonction de la quantité d'informations qu'une personne a entendue concernant cette politique. La question que nous posons est la suivante : est-ce que l'information qui circule actuellement au sujet du système de plafonnement et d'échange est plus susceptible d'augmenter ou de réduire l'appui à cette politique?

**Tableau 3** : Appui au système de plafonnement et d'échange selon la connaissance de la politique

	<b>Beaucoup</b> (19 %)	<b>Un peu</b> (37 %)	<b>Pas du tout</b> (44 %)	<b>Total par ligne</b>
Appuie fermement	34 %	29 %	25 %	28 %
Appuie légèrement	28 %	40 %	42 %	38 %
S'oppose légèrement	9 %	15 %	11 %	12 %
S'oppose fortement	26 %	9 %	8 %	12 %
Pas sûr(e)	4 %	7 %	13 %	9 %

**Libellé de la question** : « Certaines provinces et États américains ont adopté une politique dite de plafonnement et d'échange au nom de laquelle le gouvernement émet des permis qui limitent la quantité de gaz à effet de serre que les entreprises peuvent émettre. Si une entreprise dépasse sa limite, elle doit acheter des permis supplémentaires. Si elle n'utilise pas tous ses permis, elle peut les vendre ou les échanger à d'autres entreprises qui dépassent leur limite. L'idée consiste à inciter les entreprises à trouver des moyens d'émettre moins de gaz à effet de serre parce que cela leur coûte moins cher que d'acheter des permis. » [...] « Avez-vous beaucoup entendu parler de ce système, un peu ou pas du tout? » [...] « Est-ce que vous appuyez fermement, appuyez légèrement, vous opposez légèrement ou vous opposez fortement à un système de plafonnement et d'échange dans votre province? »

Note :  $\chi^2 = 69.77$ ;  $df = 1000$ ;  $p = 0.0000$

Le tableau 3 présente, dans un tableau de contingence, les résultats de la relation à deux variables qui existe entre l'appui au système de plafonnement et d'échange et la connaissance de cette politique. Pour simplifier, les 5 répondants qui n'étaient pas sûrs d'avoir entendu parler du système de plafonnement et d'échange n'ont pas été pris en compte dans cette analyse. Les répondants ( $n = 99$ ) qui n'étaient pas sûrs d'appuyer un système de plafonnement et d'échange ont été placés, aux fins de cette analyse, dans une catégorie à part de personnes « pas sûres », en raison de leur nombre relativement important et de leur position potentiellement significative. Un examen plus approfondi nous a révélé qu'une majorité de Canadiens (66 %) appuient un système de plafonnement et d'échange, même si nous avons également constaté qu'environ 1 répondant sur 4 s'oppose à l'adoption d'un tel système dans sa province. Lorsque ces données sont réparties dans le tableau 3, nous constatons qu'il existe une relation entre le fait d'accorder plus d'attention au système de plafonnement et d'échange et l'appui que l'on donne à cette politique. Plus les Canadiens ont entendu parler du système de plafonnement et d'échange, plus ils sont susceptibles d'appuyer cette politique. Cependant, à d'autres niveaux de soutien, l'information semble jouer un autre rôle, parfois moins important. Par exemple, parmi ceux qui ne sont pas au courant du système de plafonnement et d'échange, nous avons observé une légère tendance à soutenir cette politique (ce qui est probablement la manifestation d'une certaine forme de complaisance mais aussi la possible conséquence de la question qui décrit en préambule le système de plafonnement et d'échange). Cela suggère que, une fois que les individus ont reçu certaines informations, la politique prend un sens pour eux, ce qui les amène à lui accorder un léger soutien. Parmi ceux qui avaient beaucoup entendu parler du système de plafonnement et d'échange, un nombre non négligeable de personnes (environ 1 sur 4) s'y opposaient fortement. Moins du tiers des Canadiens informés appuient fermement le système de plafonnement et d'échange, mais cela suggère que l'information, à elle seule, n'est pas le principal facteur de soutien. Ce sont probablement certaines informations, choisies par la personne elle-même, qui entraînent ces différences. Néanmoins, il semble y avoir certains avantages à communiquer clairement les bienfaits d'un système de plafonnement et d'échange, ceux-ci comprenant l'augmentation du soutien général et de la résilience envers cette politique.

## LES CANADIENS NE SONT GÉNÉRALEMENT PAS DISPOSÉS À PAYER DES SOMMES IMPORTANTES POUR SOUTENIR L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION D'ÉNERGIE DÉCARBONÉE, BIEN QUE CETTE DISPOSITION S'ACCROISSE AVEC LE NIVEAU D'ADHÉSION AU CONSENSUS SCIENTIFIQUE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La réduction des émissions de GES, dans le but d'éviter de dangereux changements climatiques, implique essentiellement des changements structurels et comportementaux au niveau des investissements, de la production et de la consommation d'énergie. Les individus peuvent contribuer au processus en optant pour des produits et services plus écoénergétiques, en consommant moins d'énergie et en investissant dans la production de formes d'énergie à plus faible intensité carbonique, même si leur prix est plus élevé. Par exemple, certaines entreprises privées qui sont actives dans le marché canadien, telles que Bullfrog Power, offrent aux consommateurs d'énergie la possibilité d'acheter de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables à un prix élevé de 2,5 cents par KWh (environ 1 dollar par jour), ceci afin qu'une plus grande quantité d'énergie renouvelable soit injectée dans le réseau électrique. L'idée consiste à offrir aux consommateurs d'énergie une possibilité de contribuer à la production d'une plus grande quantité d'énergie renouvelable (grâce à des petites centrales hydroélectriques et des éoliennes) partout au Canada.

Dans quelle mesure les Canadiens sont-ils disposés à payer pour permettre la production d'une plus grande quantité d'énergie renouvelable? Au vu de l'information étudiée jusqu'ici, on pourrait s'attendre à ce qu'ils soient peu disposés à le faire. Pourquoi payer pour un problème qui est mal compris, pour lequel les humains ne sont pas tenus responsables, dont les effets sont perçus comme étant impersonnels et dont les solutions ne sont pas bien comprises? En effet, nous pourrions nous attendre à ce que ceux dont l'avis reflète le consensus scientifique sur les changements climatiques soient davantage disposés à payer pour accroître l'utilisation d'énergies renouvelables que ceux qui sont sceptiques en ce qui concerne la tendance au réchauffement ou encore ceux qui doutent du rôle joué par l'humanité (cf. figure 2). Nous examinons cette possibilité dans le tableau 4.

**Tableau 4 :** Volonté de payer pour une plus grande utilisation de l'énergie renouvelable selon l'adhésion au consensus sur les changements climatiques

	CC réels et provoqués par les humains	Sceptique par rapport aux CC	Total par ligne
500 \$ et +	9 %	5 %	7 %
250 \$ – 500 \$	10 %	5 %	7 %
100 \$ - 250 \$	17 %	13 %	15 %
50 \$ - 100 \$	21 %	18 %	20 %
1 \$ - 50 \$	26 %	22 %	24 %
Rien	16 %	35 %	25 %
N'est pas sûr(e)	2 %	3 %	3 %

**Libellé de la question :** « Si vous deviez payer des sommes d'argent supplémentaires chaque année pour permettre la production d'une plus grande quantité d'énergie renouvelable, combien seriez-vous disposé à payer? »

Note :  $\chi^2 = 60.82$ ;  $df = 1004$ ;  $p = 0.0000$

Quand on demande aux Canadiens quelle somme ils seraient disposés à payer pour permettre la production d'une plus grande quantité d'énergie renouvelable, un certain nombre d'entre eux (environ 1 sur 4) déclarent qu'ils ne sont pas disposés à payer quoi que ce soit. Parmi ceux qui sont disposés à payer quelque chose, un bon nombre d'entre eux (environ 40 %) sont disposés à payer entre 1 et 100 dollars par an, soit beaucoup moins que ce qu'il en coûte actuellement aux consommateurs de Bullfrog Power au Canada. Lorsque ces données sont réparties en fonction de l'adhésion au consensus scientifique sur les changements climatiques, des différences apparaissent dans la volonté du public de payer pour l'utilisation d'énergie renouvelable. Par exemple, les personnes qui ont un avis plus sceptiques sont deux fois plus susceptibles de dire qu'elles ne sont pas disposées à payer quoi que ce soit, et ce, bien que 63 % des sceptiques soient également disposés à payer quelque chose. Inversement, les personnes dont l'opinion sur les changements climatiques est plus proche du consensus scientifique qui prévaut sont davantage disposées à payer des plus grosses sommes d'argent pour permettre la production d'une plus grande quantité d'énergie renouvelable. Dans l'ensemble, cependant, il existe une faible propension à payer de grosses sommes d'argent pour augmenter la production d'énergie renouvelable, et ce, indépendamment de l'opinion sur les changements climatiques. Si l'on veut favoriser une culture dans laquelle les individus sont disposés à payer davantage, il sera nécessaire de mieux expliquer les avantages de l'énergie renouvelable et des politiques climatiques au grand public.

## CONCLUSION

À l'heure actuelle, peu d'indications suggèrent que l'opinion publique canadienne exerce une pression sur le gouvernement pour qu'il prenne des mesures en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Dans cette étude, nous avons donné cinq raisons principales à l'appui de cette conclusion générale. Premièrement, les Canadiens ont des avis partagés en ce qui concerne le rôle de l'humanité dans les changements climatiques : seulement la moitié d'entre eux pensent que les changements climatiques sont à la fois réels et causés principalement par l'activité humaine. Si les personnes qui ont un avis plus ambigu sur le rôle de l'humanité sont incluses, tout au plus deux tiers de la population canadienne attribuent les changements climatiques au moins en partie à l'activité humaine. Deuxièmement, bien qu'ils soient nombreux à percevoir que les changements climatiques causeront probablement des dommages à relativement court terme, peu de Canadiens se croient personnellement en danger. Troisièmement, en dépit des appels des scientifiques pour la prise de mesures rapides et décisives afin d'atténuer les effets des changements climatiques, seule une minorité de Canadiens se préoccupent suffisamment de la situation pour s'informer sur la question. Quatrièmement, les Canadiens ont une connaissance rudimentaire de la politique climatique, ce qui confirme le peu d'importance accordée à la question. Cinquièmement, les Canadiens dans leur ensemble ne sont disposés à payer qu'entre 1 et 100 \$ par année pour produire une plus grande quantité d'énergie renouvelable, un montant probablement nettement inférieur aux coûts transitionnels nécessaires pour augmenter de manière significative l'utilisation de l'énergie renouvelable dans tout le pays.

Ces résultats suggèrent que la sensibilisation du public sur la question des changements climatiques demeure tout au plus partielle. De larges segments de la population canadienne ne connaissent pas clairement les causes, les conséquences et les solutions politiques qui peuvent être mises en œuvre pour résoudre le problème du réchauffement climatique. Tant que la sensibilisation du public demeurera incomplète, il ne sera pas surprenant de constater que l'opinion publique sur cette question est limitée à un « public restreint intéressé par la question ». Les autres citoyens resteront plus attentifs et sensibles à d'autres problèmes (tels que l'économie, par exemple) qui sont plus concrets et présentent des avantages plus immédiats. Il sera également difficile d'obtenir l'appui du public pour l'adoption de nouvelles politiques climatiques si la justification de ces politiques n'est pas bien comprise. Si le gouvernement nouvellement élu de Trudeau est sérieux dans sa volonté de mettre en œuvre une politique climatique ambitieuse, il devra s'impliquer auprès de la

population canadienne pour l'informer sur le problème des changements climatiques, ses causes, ses conséquences probables et les politiques les plus appropriées pour le résoudre. Pour aller de l'avant, il sera nécessaire d'effectuer d'autres recherches pour déterminer les types de politiques et de solutions qui sont les plus susceptibles de résoudre le problème des changements climatiques d'une manière qui rejoint l'opinion publique canadienne. Bien qu'il sera important d'expliquer les diverses options politiques, notamment les instruments économiques, les efforts d'information devraient se concentrer sur la promotion des avantages plus larges de la transition vers une économie décarbonée, en illustrant par exemple les avantages concrets en matière d'économie, de mode de vie et de santé. Les futures recherches devraient également examiner plus attentivement les avantages indirects qui sont les plus valorisés par la population canadienne. Dans la mesure où les Canadiens font confiance aux scientifiques, on devrait également consentir plus d'efforts pour diffuser et discuter ouvertement des dernières découvertes scientifiques, y compris celles qui concernent les conséquences probables des changements climatiques pour la population canadienne.

Cependant, deux mises en garde à ces conclusions s'imposent. Premièrement, il est peu probable que le simple fait de fournir davantage d'informations aux Canadiens change les attitudes, étant donné la tendance bien documentée des individus à rejeter les informations et les sources d'information perçues comme étant contraires à leurs prédispositions fondamentales (Kahan et al. 2012; Lachapelle et al. 2014). Cela implique que la diffusion des données scientifiques devrait être ciblée pour avoir une influence sur les valeurs des différents segments de la population canadienne. Les recherches futures devraient donc raffiner la compréhension de la structure des valeurs qui a cours au Canada afin d'élaborer des stratégies de communication plus ciblées. Deuxièmement, notre rapport est limité par le fait qu'il fournit une analyse descriptive très sommaire tout en s'efforçant de mettre en évidence les relations bivariées qui existent entre les variables principales. Les futures recherches devraient étudier ces relations plus en profondeur en cherchant notamment à découvrir les causes du scepticisme face aux changements climatiques à l'aide d'analyses multivariées plus sophistiquées. Les futures recherches devraient également situer les attitudes du public dans un contexte et accorder davantage d'attention à la façon dont les attitudes évoluent face à un environnement climatique, économique, social et politique en mutation, dans lequel les médias jouent un rôle important en matière de diffusion de l'information.



## MÉTHODE

Le sondage utilisé pour cette étude a été conçu par Chris Borick (Muhlenberg College), Barry Rabe (Université du Michigan) et Erick Lachapelle (Université de Montréal). Cet outil a été appliqué à un échantillon national représentatif de 1 014 Canadiens âgés de 18 ans et plus. Toutes les entrevues au Canada ont été réalisées par téléphone en anglais et en français entre le 1er et le 15 septembre 2015. Les appels ont été faits à l'aide d'annuaires de numéros de téléphones fixes (601 finalisés) et mobiles (413 finalisés). Un maximum de 7 rappels ont été faits. Le taux de réponse AAPOR RR3 était dans l'ensemble de 8 %. La marge d'erreur d'échantillonnage pour tout l'échantillon est de plus ou moins 3,1 % dans 19 des 20 échantillons. Les résultats rapportés ici sont pondérés en fonction du sexe, de l'âge et de la région pour refléter les dernières estimations démographiques de Statistique Canada (Recensement de 2011).

## RÉFÉRENCES

- Anderegg, William R. L. James W. Prall, Jacob Harold et Stephen H. Schneider. 2010. "Expert credibility in climate change." *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 107(27): 12107-9. doi:10.1073/pnas.1003187107
- Anderson, Bruce et David Coletto. 2014. *Should carbon be priced? Should public opinion decide pipelines?*. Canadian Public Opinion Poll. En ligne. URL: [http://abacusdata.ca/wp-content/uploads/2015/01/CarbonRelease\\_Dec2014.pdf](http://abacusdata.ca/wp-content/uploads/2015/01/CarbonRelease_Dec2014.pdf). Consulté le 23 janvier 2015.
- Angus Reid Institute. 2014. *Majority of Canadians call for more robust efforts to curb climate change*. Canadian Public Opinion Poll. En ligne. URL: <http://angusreid.org/wp-content/uploads/2014/10/Climate-Change-Efforts-ARI-23-10-14.pdf>. Consulté le 25 octobre 2014.
- Angus Reid Institute. 2015. "Most Canadians support carbon pricing; but less consensus on effectiveness of such measures." Canadian Public Opinion Poll. En ligne. URL: <http://angusreid.org/wp-content/uploads/2015/04/Cap-and-Trade2.pdf>. Consulté le 25 avril 2015.
- Borick, Christopher, Barry G. Rabe et Sarah B. Mills. 2015. "Acceptance of Global Warming Among Americans Reaches Highest Level since 2008" *Issues in Energy and Environmental Policy* 25: 1-8. CLOSUP, Université du Michigan.
- CBC News. 2015a. "Albertans support tougher climate-change policies, including carbon tax, poll says." En ligne. URL: <http://www.cbc.ca/news/canada/calgary/poll-pembina-alberta-climate-change-1.3249966>. Consulté le 2 octobre 2015.
- CBC News. 2015b. "Vote Compass: Most feel government should do more to combat climate change." En ligne. URL: <http://www.cbc.ca/news/politics/vote-compass-canada-election-2015-environment-issues-1.3270365>. Consulté le 17 octobre 2015.
- Chong, Dennis et James N. Druckman. 2007. "A Theory of Framing and Opinion Formation in Competitive Elite Environments" *Journal of Communication* 57: 99-118.
- Cook, Jon, Dana Nuccitelli, Sarah A. Green, Mark Richardson, Bärbel Winkler, Rob Painting, Robert Way, Peter Jacobs et Andrew Skuce. 2013. "Quantifying the consensus on anthropogenic global warming in the scientific literature." *Environmental Research Letters* 8(2): 1-7. doi:10.1088/1748-9326/8/2/024024
- de Marcellis-Warin, Nathalie, Ingrid Peignier, Minh Hoang Bui, Miguel F. Anjos, Steven A. Gabriel et Carla Guerra. 2015. *L'énergie et les changements climatiques : portrait des perceptions québécoises*. Rapport de l'Institut de l'énergie Trottier et du CIRANO. En ligne. URL: [http://www.polymtl.ca/iet/doc/ChangementsClimatiques\\_FR\\_web-Aout15.pdf](http://www.polymtl.ca/iet/doc/ChangementsClimatiques_FR_web-Aout15.pdf). ISBN: 978-2-924597-01-9. Consulté le 4 juin 2015.
- Environics Institute. 2015. *Canadian public opinion about climate change*. Rapport du programme de recherche sur l'opinion publique canadienne de Focus Canada. En ligne. URL: <http://www.environmentalinstitute.org/uploads/institute-projects/environmentalinstitute-dsf%20focus%20canada%202015%20-%20climate%20change%20survey%20-%20final%20report%20-%20english.pdf>. Consulté le 21 septembre 2015.
- Giddens, Anthony. 2009. *The Politics of Climate Change*. Polity Press, Cambridge, UK.
- IPCC. 2014. *Climate Change 2014: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Équipe de rédaction principale, R.K. Pachauri et L.A. Meyer (eds.)]. IPCC, Genève, Suisse, 151 p.
- Holladay, J. Scott, Jonathan Horne, and Jason A Schwartz. 2009. *Economists and Climate Change: Consensus and Open Questions*. New York: Institute of Policy Integrity, New York University School of Law.
- Kossoy, Alexandre, Grzegorz Peszko, Klaus Oppermann, Nicolai Prytz, Noémie Klein, Kornelis Blok, Long Lam, Lindee Wong et Bram Borkent. 2015. *State and Trends of Carbon Pricing 2015*. World Bank and Ecofys Joint Report, Washington, DC. doi:10.1596/978-1-4648-0725-1
- Krosnick, Jon et Shibley Telhami. 1995. "Public Attitudes toward Israel: A Study of the Attentive and and Issue Publics." *International Studies Quarterly* 39(4): 535-54.
- Krosnick, Jon. 1990. "Government Policy and Citizen Passion: A Study of Issue Publics in Contemporary America." *Political Behavior* 12(1): 59-92.

- Lachapelle, Erick. 2011. "Energy Security and Climate Change Policy in the OECD: The Political Economy of Carbon-Energy Taxation." Thèse de doctorat, Université de Toronto.
- Lachapelle, Erick, Christopher Borick et Barry Rabe. 2014. "Public Opinion on Climate Change and Support for Various Policy Instruments in Canada and the US." *Issues in Energy and Environmental Policy* 11: 1-21. CLOSUP, Université du Michigan (p. 1-21).
- Lachapelle, Erick, Éric Montpetit et Jean-Philippe Gauvin. 2014. "Public Perceptions of Expert Credibility on Policy Issues: The Role of Expert Framing and Political Worldviews" *Policy Studies Journal* 42(4): 2014.
- Lachapelle, Erick, Shannon Dinan, Christopher Borick, Barry Rabe et Sarah Mills. 2015. "Mind the Gap: Climate Change Opinions in Canada and the United States" Woodrow Wilson International Center for Scholars and the Canada Institute, Washington, DC. En ligne. [file:///Users/lachape/Downloads/wilson.report.mind\\_the\\_gap.2-2.pdf](file:///Users/lachape/Downloads/wilson.report.mind_the_gap.2-2.pdf). Consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2015.
- Martel-Morin, Marjolaine, Érick Lachapelle, Pierre Martin, Christopher Borick et Barry Rabe. 2015. « L'opinion publique canadienne sur les changements climatiques et les politiques de contrôle des émissions de gaz à effet de serre ». *Notes & Analyses on the USA* 30, 13 p.
- Bureau du vérificateur général du Canada. 2012. Printemps 2012 — Rapport du commissaire à l'environnement et au développement durable. Chapitre 2 — Honorer les engagements 2020 du Canada en matière de changements climatiques. En ligne. URL : [http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl\\_cesd\\_201205\\_02\\_f\\_36774.html](http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_cesd_201205_02_f_36774.html) Consulté le 19 mai 2015.
- Bureau du vérificateur général du Canada. 2014. Automne 2014 – Rapport du commissaire à l'environnement et au développement durable. Chapitre 1 — L'atténuation des changements climatiques. En ligne. URL : [http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl\\_cesd\\_201410\\_01\\_f\\_39848](http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_cesd_201410_01_f_39848). Consulté le 19 mai 2015.
- Paterson, Matthew. 2012. "Who and What are Carbon Markets For? Politics and the Development of Climate Policy" *Climate Policy* 12(1): 82-97.
- Rabe, Barry G. et Christopher P. Borick. 2012. "Carbon Taxation and Policy Labeling: Experience from American States and Canadian Provinces." *Review of Policy Research* 29(3): 358-82. doi:10.1111/j.1541-1338.2012.00564.x
- Rudny, Bernard. 2015. *Albertans' opinions on climate change, energy and the environment*. Rapport du Pembina Institute. En ligne. URL: <http://www.pembina.org/reports/lab-opinions-fall-2015.pdf>. Consulté le 11 octobre 2015.
- Schuldt, Jonathon P., Sara H. Konrath et Norbert Schwarz. 2011. "'Global Warming' or 'climate change'? Whether the planet is warming depends on question wording." *Public Opinion Quarterly* 75(1): 115-124.
- Smith, Joel B., Stephen H. Schneider, Michael Oppenheimer, Gary W. Yohe, William Hare, Michael D. Mastrandrea, Anand Patwardhan, Ian Burton, Jan Corfee-Morlot, Chris H.D. Magadza, Hans-Martin Füssel, A. Barrie Pittock, Atiq Rahman, Avelino Suarez et Jean-Pascal van Yperselen. 2009. "Assessing dangerous climate change through an update of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) "reasons for concern"." *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* 106(11): 4133-4137. doi:10.1073/pnas.0812355106
- Swim, Janet K., Paul C. Stern, Thomas J. Doherty, Susan Clayton, Joseph P. Reser, Elke U. Weber, Robert Gifford et George S. Howard. 2011. "Psychology's Contributions to Understanding and Addressing Global Climate Change." *American Psychologist* 66(4): 241-50. doi:10.1037/a0023220
- ONU. 1992. *United Nations Framework Convention on Climate Change*. En ligne. URL: <http://unfccc.int/resource/docs/convkp/conveng.pdf>. Consulté le 22 septembre 2015.
- Weber, Elke. 2006. "Experience-Based and Description-Based Perceptions of Long-Term Risk: Why Global Warming Does Not Scare Us (Yet)" *Climatic Change*. 77: 103-120.
- OMM. 2015. "Record Global Temperatures and High Impact Weather and Climate Extremes." Organisation météorologique mondiale. En ligne. URL : <https://www.wmo.int/media/content/record-global-temperatures-and-high-impact-weather-and-climate-extremes>. Consulté le 23 octobre 2015.

